

## LE POINT DE VUE DE HERVÉ LE TREUT ET BENJAMIN DESSUS

# Ne pas oublier le méthane

Chacun a bien conscience que la somme potentielle des efforts affichés par les uns et les autres à Copenhague reste loin d'être à la hauteur des enjeux à l'horizon de 2020.

Pour les négociateurs qui depuis plus de dix ans n'entendent parler pratiquement que du gaz carbonique, parvenir rapidement à un accord très ambitieux de réduction ou de constitution de puits de CO<sub>2</sub> relève d'un exploit que tout le monde souhaite mais dont chacun reconnaît la difficulté. Le sentiment d'urgence que provoque la proximité de l'échéance (2020-2030) dramatise encore la situation.

Mais c'est justement la proximité de cette échéance qui permet de mettre en évidence une marge de manœuvre supplémentaire, jusqu'ici largement négligée : il s'agit du méthane (CH<sub>4</sub>), le second gaz émis par les activités humaines, loin derrière le CO<sub>2</sub>, au niveau de 350 millions de tonnes par an. Ce gaz est beaucoup plus puissant que le CO<sub>2</sub> en termes d'effet de serre, mais, après son émission, sa durée de présence dans l'atmosphère est beaucoup plus brève que celle du CO<sub>2</sub>.

Depuis Kyoto, les émissions de méthane sont comptabilisées à travers son « potentiel de réchauffement global » (PRG) par rapport au CO<sub>2</sub> sur une durée de cent ans, avec une valeur de 21. Ce coefficient traduit le fait que l'émission de 1 kg de méthane en 2009 est équivalente en termes d'effet sur le climat à l'horizon de 2109 à celle de 21 kg de CO<sub>2</sub> émis en 2009. On dit que 1 kg de méthane « vaut » 21 kg équivalent CO<sub>2</sub> (kgeq CO<sub>2</sub>).

Mais si l'on s'intéresse à l'horizon de 2035 par exemple, une réduction pérenne des

émissions de 1 kg de CH<sub>4</sub> « vaut » celle d'environ 80 kg de CO<sub>2</sub>. S'il y a urgence à agir, il devient donc fondamental d'engager des politiques ambitieuses de réduction des émissions de méthane, en plus de celles du CO<sub>2</sub>. Ce n'est manifestement pas le cas aujourd'hui.

Serait-ce qu'il n'y a pas de grain à moudre ? C'est l'opinion la plus répandue : les émissions de méthane seraient essentiellement dues, entend-on souvent, aux « pets des vaches » et à la culture du riz. Pas possible dans ces conditions de faire grand-chose sans affamer les

**La plus grosse part des émissions de méthane provient du secteur de l'énergie et du traitement des déchets. Les potentiels de réduction à bon marché sont importants.**

pays du Sud ou imposer à toute la planète un régime végétarien. C'est grossièrement inexact.

En fait, la plus grosse part des émissions de méthane provient du secteur de l'énergie et du traitement des déchets : grisou des mines, fuites de gaz des systèmes pétroliers et gaziers, décharges d'ordures ménagères ou industrielles, boues d'épuration de l'eau, lisiers et fumiers. Et là, les potentiels de réduction à bon marché des émissions sont importants. Dans une récente publication qui confirme un rapport à l'Agence française de développement de 2008, le Consensus Center sur le climat de Copenhague montre que 100 millions de tonnes de CH<sub>4</sub>, soit 2 milliards de tonnes d'équivalent CO<sub>2</sub>, pourraient être récupérées à court

terme et le plus souvent valorisées, dans ces derniers secteurs pour un coût moyen de 19 euros/teq CO<sub>2</sub>. Bien plus, à l'horizon de 2020, une telle suppression serait équivalente à celle de 10 milliards de tonnes d'émissions de CO<sub>2</sub>, près de 20 % des émissions totales.

Toutes les parties y ont intérêt : les pays industrialisés, dont les résultats à court terme sur le CO<sub>2</sub> sont entravés par l'inertie de leur économie et de leurs modes de vie, les pays émergents, puisqu'il n'y a aucune antinomie, bien au contraire, entre réduction des émissions de

méthane et développement, les pays les plus pauvres enfin, pour lesquels la valorisation énergétique des déchets pourrait constituer une source locale d'énergie à coût raisonnable.

Alors, pourquoi, en plus des efforts absolument indispensables à confirmer et amplifier sur le CO<sub>2</sub>, ne pas jeter dès Copenhague les bases d'un vaste programme international et coopératif de réduction des émissions de ce gaz et combiner ainsi médecine préventive et médecine d'urgence ?

---

**Hervé Le Treut, climatologue, est directeur de l'institut Simon Laplace, Benjamin Dessus est ingénieur et économiste, Global Chance (avec Michel Colombier et Bernard Laponche).**